

Candidatures anti-libérales : une tribune de Michel Onfray dans « Libération » et six réponses

mardi 5 décembre 2006, par [AUTAIN Clémentine](#), [BESANCENOT Olivier](#), [BOVÉ José](#), [BRAOUEZEC Patrick](#), [BUFFET Marie-George](#), [ONFRAY Michel](#), [SALESSE Yves](#) (Date de rédaction antérieure : 5 décembre 2006).

Le philosophe Michel Onfray a publié une tribune dans Libération (4 décembre 2006) dans laquelle il interpelle six candidats « nati-libéraux » à la candidature pour la présidentielle de 2007. Nous la reproduisons ainsi que les six brèves réponses publiées le lendemain par le quotidien.

Sommaire

- [Un pour six, six pour un](#)
- [Tous pour un, mais chacun \(...\)](#)

Libération du lundi 4 décembre 2006

Rebonds

Marie-Georges, Clémentine, José, Olivier, Patrick, Yves : vous êtes d'accord sur l'essentiel. Alors entendez-vous pour donner à la gauche antilibérale un seul candidat.

Un pour six, six pour un

Par Michel ONFRAY

Quand les sondages donnaient le oui à la Constitution européenne à plus de 60 %, je faisais savoir que je voterais non. J'ai participé à des réunions où des gens modestes avaient lu, annoté et commenté ce texte austère afin d'argumenter pour justifier leur refus non pas de l'Europe, mais de sa formule libérale. Je me suis réjoui du succès de cette résistance réellement citoyenne. Passons sur la haine des tenants du oui pour l'expression démocratique des votants du non dans les jours suivants. La haine de la démocratie ne travaille pas que les extrémismes revendiqués.

Pour la première fois depuis longtemps, les couleuvres du socialisme gouvernemental ne passaient plus. La gauche se mettait en position de constituer enfin une identité nouvelle loin du libéralisme des rejetons mitterrandiens et du stalinisme des déçus de l'Est. L'écologie, le féminisme, la République, la laïcité, la nation, les régions, les minorités, l'antiracisme, la province, le peuple, tout cela constituait une mosaïque apparemment contradictoire alors que toutes ces instances, malgré

leur hétérogénéité, disent le désir d'une autre communauté, d'un intérêt général conçu à nouveaux frais, d'un bien public revivifié. Nous assistions à la généalogie politique d'un genre nouveau.

Ces temps-ci, la gauche libérale fait diversion sur le programme, car, pour l'instant du moins, elle se soucie bien plus des paillettes de la société du spectacle, de la publicité et de la communication que d'un réel projet politique alternatif au libéralisme que droite et gauche incarnent en se succédant au pouvoir depuis Pompidou. La figure de Ségolène Royal tient lieu de programme, son minois agit en viatique politique. La gauche mérite mieux que ça - disons que c'est la gauche dont rêve la droite.

La gauche qui gêne la droite, c'est celle que nous - je dis nous, autrement dit : nous qui, à gauche, avons voté non à cette Constitution rédigée par le président Giscard d'Estaing, c'est celle que nous avons le devoir de construire. Car une gauche potentielle ne suffit pas pour armer une gauche réelle à même de jouer un rôle dans la prochaine présidentielle.

Or l'enjeu se trouve là : comment peser au maximum pour infléchir à gauche une formation le Parti socialiste tentée par le centre, sinon par la droite, car elle sait ces contrées plus propices à asseoir sa majorité dans les urnes ? Non pas comment avoir un président issu de la gauche antilibérale, ne rêvons pas, mais comment imposer au nouvel élu une force à même d'infléchir son action, notamment en se constituant ensuite en rassemblement unitaire à même de présenter des candidats aux municipales, aux législatives et aux autres consultations électorales à venir.

D'où mon désaccord avec Olivier Besancenot, candidat de la Ligue communiste révolutionnaire, pour lequel j'ai de la sympathie personnelle. J'aime son talent, son intelligence politique, sa vivacité intellectuelle, sa connaissance des dossiers, son sens de la repartie. J'aime qu'il célèbre Louise Michel dans les colonnes de *Libération*, ce qui, en passant, dit combien son prétendu « trotskisme » est moins sa priorité que celle des plumitifs soucieux de lui nuire. Mais j'ai été puissamment déçu qu'il incarne la première occasion de faire perdre la gauche antilibérale.

Car faire de l'attitude à adopter avec le Parti socialiste au soir du premier tour ou au lendemain du second, une fois la victoire acquise, un préalable à toute union des gauches antilibérales, c'est mettre la charrue avant les boeufs. Agir ainsi c'est s'assurer un score ridicule qui rendra lilliputienne la LCR, à qui on ne demandera rien puisqu'on n'aura pas à la craindre ou qu'on n'aura pas besoin d'elle. Parodions Péguy moquant Kant et le kantisme : la LCR aura les mains pures, certes, mais elle n'aura pas de mains...

Même remarque avec Marie-George Buffet, femme d'appareil s'il en est une et s'il en est un, mais qui se trouve à la tête d'une formation, le Parti communiste français, dont je respecte moins l'histoire de l'état-major et des cadres que celle des militants, des acteurs sur le terrain de l'idéal, des bénévoles, des solidarités ouvrières.

Le communisme me plaît moins que les communistes anciens, récents, nouveaux, exclus, rénovateurs... qui, sur le terrain, loin des officines et des bureaux de la place du Colonel-Fabien, tâchent d'incarner le combat pour plus de justice sociale, plus de fraternité, plus de solidarité, en un mot plus d'humanité. Cette énergie militante est une force considérable si souvent châtrée par les états-majors.

Aujourd'hui encore, le PCF semble jouer sa carte, c'est-à-dire celui de sa machinerie de politique politicienne, de sa boutique, hésitant entre la radicalisation qui tarit les sources de revenus consubstantielles à l'appartenance au marigot des élus, et le compagnonnage avec le socialisme gouvernemental, tellement utile pour assurer la survie de l'appareil fut-ce au détriment de la cause.

Mais les gens, les ouvriers, les chômeurs, les RMistes, les sans-emploi, les jeunes, les habitants des

banlieues, les précaires, les sans-domicile fixe ou sans-logement-sûr, les artisans et les petits commerçants, les enseignants déboussolés, vers qui se tournent-ils quand le PCF ne leur parle plus, tout entier abîmé dans la conversation avec son miroir ? Vers le Front national, l'abstention, les votes blancs ou nuls, les candidats farfelus ou extrémistes. Quand un parti ne se soucie plus du peuple, le peuple ne se soucie plus du parti. Puis va vers celui qui lui parle à nouveau, fut-il démagogue à défaut d'être démocrate, ou populiste pour n'être pas populaire.

J'ai détesté Mitterrand qui n'a jamais cessé d'être vichyste, s'habillant dans des vêtements socialistes trop grands pour lui, tout en faisant payer habilement la facture de ces oripeaux de faussaire au « peuple de gauche ». Mais il a manifesté son génie dans l'union de la gauche. Car réunir sous une même bannière un communiste stalinien comme Georges Marchais, un pharmacien bourgeois de province tel Robert Fabre, et lui-même, rescapé de l'attentat de l'Observatoire qu'il s'inflige, c'était une tâche autrement plus improbable que de fédérer des sensibilités déjà d'accord sur l'essentiel et qui achoppent, me semble-t-il, sur des questions de personnes peut-être, mais surtout d'état-major.

L'essentiel ? Ne pas laisser le marché faire la loi ; en finir avec l'argent roi dans les écoles, les hôpitaux, les services publics, les transports, les médias, la nourriture, l'agriculture ; restaurer le sens de l'intérêt général et du bien public, ce qui définirait, souvenons-nous de l'étymologie, une nouvelle République res publica, chose publique ; créer des solidarités nouvelles avec les plus faibles dans la cité jeunes, vieux, banlieusards, provinciaux, femmes, minoritaires, malades, handicapés, etc. , non pas dans la juxtaposition des différences mais dans leur harmonisation à l'aide d'une communauté libertaire et fraternelle où la règle du jeu passe par le contrat ; une laïcité intransigeante pour maintenir en place les valeurs démocratiques héritées de 1793 afin de combattre le retour de l'inspiration théocratique en politique ; la restauration d'un service public dont le coût social, financier, politique, et surtout humain, se révélerait moindre que son abandon. Je pourrais ainsi poursuivre...

Je ne prends guère de risque en affirmant que, sur ces attendus qui constituent le fond, Marie-George Buffet est d'accord, Olivier Besancenot aussi, de même Clémentine Autain, Patrick Braouezec, *idem* pour José Bové ou Yves Salesse. Dès lors, si le fond ne pose pas de problème, reste la forme, la seule forme. Impossible que la gauche antilibérale voie le jour mort-née pour ce qui ressemble à des peccadilles au vu de ce qui nous menace : la brutalité libérale encore et encore, avec des acteurs qui risquent de faire le jeu à eux seuls, j'ai nommé Le Pen, Royal et Sarkozy.

Que nos six compétiteurs se réunissent, que chacun vote pour l'un d'entre eux à l'exclusion de lui-même, pourvu que l'élu lui semble le plus à même de rassembler, de porter les couleurs d'une sensibilité sans l'arrière-pensée de rouler pour soi seul ou ceux de sa tribu. Si l'on veut être crédible quand nous parlons d'intérêt général, de bien public, de contrat social, de communauté, de république, qu'au moins nous soyons exemplaires dès ce geste fondateur. Si l'on ne réussit pas une communauté à six, quid d'une communauté nationale ? Nous cesserions illico d'être crédibles, et pour longtemps...

Echouer serait décevoir, décevoir générerait une colère qui n'en deviendrait que plus dangereuse une fois lâchée dans la rue car elle serait inévitablement récupérée bien vite par le politicien le plus disciplinaire. Allez, Marie-George, Clémentine, José, Olivier, Patrick, Yves : encore un effort pour être vraiment républicains ! Nous sommes des centaines de milliers à avoir besoin de vous six et plus particulièrement de l'un d'entre vous pour porter la voix de tous.

Libération du 5 décembre 2006

Les six leaders de la gauche radicale répondent au philosophe qui, hier, les sommit dans « Libération » de s'accorder sur une candidature unique.

Tous pour un, mais chacun pour soi

Introduction de la rédaction

Mise en orbite ou explosion en vol ? Le camp antilibéral qui s'est structuré au lendemain de la victoire du non au référendum sur la Constitution européenne va devoir trancher ce week-end sur le nom de son ou de sa candidat(e) à la présidentielle. Un exercice délicat, tant l'espoir de capitaliser le vote de 2005 en portant cette campagne unitaire fait saliver. Pour sortir de ce casse-tête, le philosophe Michel Onfray interpellait hier dans *Libération* (lire son « Rebond » ci-dessus), les six prétendants déclarés pour les obliger à se réunir et à tenir un scrutin, où « *chacun vote pour l'un d'entre eux, à l'exclusion de lui-même* ». Nous leur avons demandé de réagir à cette proposition. Et ils sont presque tous unanimes pour rejeter cette nouvelle règle d'un jeu toujours aussi confus...

Marie-George Buffet revendique l'investiture au nom du poids du PCF au sein des collectifs antilibéraux (leur « noyautage », disent ses adversaires). Ses concurrents, comme José Bové ou Clémentine Autain, lui dénie la capacité de rassembler en raison de son statut de chef de parti. Difficile, selon eux, d'incarner une dynamique mêlant militants communistes, minoritaires de la LCR et des Verts, amis de Jean-Luc Mélenchon, associatifs, syndicalistes et citoyens non encartés. Quel que soit le candidat qui arrive en tête du vote des 800 collectifs locaux, qui sera rendu public ce week-end, le futur postulant à l'Élysée devra bénéficier d'une double onction, celle des militants et celle des formations politiques, selon un système dit de « double consensus ».

Au-delà des querelles de personnes, il existe un vrai clivage dans ce camp d'où s'est exclue Arlette Laguiller : l'attitude à adopter vis-à-vis du PS et de Ségolène Royal, incarnation de cette gauche « blairiste » honnie. Et donc l'éventualité d'entrer dans une logique de gouvernement. Le PCF rêve de réunir « les deux gauches », la réformiste et la radicale, alors que la LCR campe sur cette distinction irréductible. « *C'est ce désaccord politique qui va provoquer la rupture ce week-end* », prédit déjà Alain Krivine. Quitte à ce que ce qui est né au printemps 2005 meure à l'automne 2006.

Olivier Besancenot

Porte-parole de la LCR

« D'abord je précise qu'à la différence de tous les « interpellés » je n'ai jamais été candidat à la candidature des collectifs, et cela pour deux raisons. D'abord je n'ai pas la prétention, en tant que porte-parole de la LCR, de représenter tous les courants antilibéraux, mais surtout je ne suis pas d'accord avec leur texte « ambition et stratégie ». Il ne clarifie en rien le problème essentiel d'une participation ou non à une majorité parlementaire, voire un gouvernement avec la direction du PS en cas d'une défaite, souhaitée, de la droite. Or Michel Onfray laisse entendre qu'il n'y a pas de désaccord fondamental sur ce point, notamment avec le PCF. Ce qui est faux. La direction du PCF le reconnaît d'ailleurs. Faire un accord électoral sans régler ce problème et proposer de n'en discuter qu'après 2007 serait tromper une fois de plus les électeurs. »

Clémentine Autain

Apparentée PCF

« Onfray nous dit : « Mettez-vous d'accord. » J'en ressens l'urgence comme lui. Ne pas y arriver serait incompréhensible, artificiel même. Mais ce n'est pas une histoire entre nous six. En déclarant ma candidature, je n'ai pas dit « C'est moi sinon rien ». Je ferai sans problème la campagne de celui ou de celle qui permettra le rassemblement le plus large possible. Mais ce ne peut être le ou la représentant(e) d'une des forces politiques de notre dynamique, fût-ce la plus importante, sinon cela apparaîtra comme un rassemblement autour de cette force. Il y a une dynamique militante en train de se mouvoir. L'enjeu est de sceller un accord politique pour convaincre bien au-delà des cercles militants pour ouvrir une autre voie à gauche. C'est bien le rassemblement qui crée l'événement et l'espoir. Nous ne pouvons pas décevoir. »

Patrick Braouezec

Député communiste

« Je me retrouve totalement dans le texte de Michel Onfray, comme par exemple sur son analyse du communisme et des communistes. Sa proposition d'un vote à six est originale. Elle n'est pas loin de celle d'un tirage au sort, qui avait été évoquée dans les collectifs. Je suis prêt à y contribuer : si on peut présenter un seul nom au collectif national, le week-end prochain, nous serions plus facilement en ordre de bataille. On pourrait rechercher un consensus entre nous six, pas forcément par un vote qui risque de ne pas être considéré comme légitime. Mais si j'avais à voter, je serais partagé entre la fraîcheur et la garantie de travail collectif que représente Clémentine Autain, et la candidature plus rassurante sur le contenu d'Yves Salessse. Mon choix serait entre Clémentine Salessse et Yves Autain. »

Marie-George Buffet

Secrétaire nationale du PCF

« Moi aussi, j'aspire à ce que s'ouvre dans notre pays une page politique nouvelle. Chaque semaine aux portes des entreprises, dans les quartiers populaires où je milite, j'entends la souffrance des fins de mois impossibles, la désespérance des jeunes, le besoin d'avenir d'un peuple écrasé par des années de politique libérale. Oui, il faut se rassembler pour changer tout ça, et choisir une candidature commune. Y arrivera-t-on par un vote à 5 ou 6 ? Ou dans une « bouffe à 4 » comme l'avait proposée Olivier Besancenot ? Cela ne ressemblerait-il pas à ces anciennes démarches de sommet, à ces méthodes « d'appareil » pour lesquelles Michel Onfray ne trouve pas de mots assez durs ? Et si on faisait confiance aux femmes et aux hommes qui, dans les collectifs, inventent une véritable démocratie participative ? »

José Bové

Altermondialiste

« L'initiative d'Onfray va dans le bon sens. Mais on ne pourra sortir du blocage par un dîner à six. Ce n'est pas une affaire de personnes, mais de processus politique. La solution est pourtant simple. D'abord, pour favoriser l'unité la plus large, le candidat unitaire ne peut être le porte-parole d'un parti. Ensuite, il faut que la LCR rejoigne le rassemblement, sachant qu'un accord est parfaitement possible pour mener une campagne commune. Enfin, seule une votation citoyenne permettrait d'élargir le débat et de créer une vraie dynamique populaire autour d'un ou d'une candidate.

Aujourd'hui, je constate que ni le PCF, ni la LCR, ni même le collectif national, totalement paralysé, ne semblent adhérer à cette démarche d'unité, la seule raisonnable, efficace et possible pour reconquérir l'électorat populaire. J'espère qu'ils n'en seront pas les fossoyeurs. »

Yves Salessé

Président de la fondation Copernic

« Michel Onfray a raison de réaffirmer l'importance décisive de l'affirmation d'un rassemblement de la gauche antilibérale, que je préfère appeler la gauche de transformation sociale. Il serait dramatique de ne pas se mettre d'accord sur le nom à inscrire sur le bulletin de vote de 2007. Mais sa proposition bute sur ceci : le problème n'est pas entre les « candidats à la candidature ». Nous rencontrons une difficulté politique : il faut un nom capable de respecter la diversité qui est notre force et notre faiblesse. Les membres de la LCR, des Verts, des autres forces hors PC n'ont proposé personne des leurs, sachant que le porte-parole d'un parti ne serait pas acceptable par les autres. Ils ne peuvent être pour autant exclus de la décision. Le consensus est le mode le plus compliqué, mais rien ne peut le remplacer. »

P.-S.

* Michel Onfray est philosophe. Dernier livre : « Traité d'athéologie » (éd. Lgf).